



Pour la défense de nos libertés individuelles et collectives Abandon de la proposition de loi de sécurité globale !

Avec la proposition de loi relative à « la sécurité globale », un cran est franchi dans la remise en cause des libertés individuelles et collectives. Ce texte contient trop d'atteintes à la vie privée, à la liberté de la presse et au droit de manifester.

Comme trop souvent, cette proposition de loi a été rédigée comme réponse symbolique, *en réaction émotionnelle à un évènement grave* sans aucune concertation avec les principaux acteurs impactés. Un dialogue social réduit à néant, des salariés qui apprennent les réformes qui les concernent à la télé, des articles amendés à la hâte. Cette procédure accélérée n'est pas digne d'une démocratie et ne peut que renforcer notre défiance.

Les organisations syndicales de Loire-Atlantique (CGT, FO, Cfdt, Solidaires, FSU, Syndicat des Avocats de France) attirent particulièrement votre attention sur l'article 24 qui vient installer une fracture inutile entre forces de l'ordre d'une part, et citoyens, observateurs et journalistes, d'autre part. *Ces derniers* ne doivent pas faire les frais des surenchères sécuritaires auxquelles nous assistons en ce moment. Nous dénonçons l'intervention des forces de l'ordre de lundi soir sur la place de la République. Cette intervention violente porte atteinte à la démocratie. L'utilisation de caméras et drones pouvant permettre, à terme, la reconnaissance faciale de personnes *participant* à une manifestation nous semble également un sujet trop grave pour être débattu à la va-vite.

Ce texte suscite une opposition très large dans la société : les associations de défense des droits et des principes démocratiques, *les* syndicats de journalistes ou d'avocats, la Défenseure des droits, la Commission nationale consultative des droits de l'Homme *sans oublier* le conseil des droits de l'Homme de l'ONU. Des dizaines de milliers de citoyens ont déjà manifesté contre ce projet dans tout le pays ces derniers jours.

Pour toutes ces raisons nous demandons **l'abandon de la proposition de loi** relative à la « sécurité globale » qui s'oppose sur de trop nombreux points *aux* principes républicains et s'en prend aux libertés fondamentales dont celle de manifester. Nous appelons tous les citoyens, salariés, retraités, privés d'emplois et jeunes, attachés à la démocratie, à participer au :

Rassemblement devant la Préfecture

Vendredi 27 novembre à 17H30

- S'associent également à ce rassemblement contre la proposition de loi les organisations démocratiques dont la liste sera communiquée lors de la conférence de presse jeudi à 11H
- Pour l'attestation, voici le lien vers l'attestation sur le site de la LDH : <https://www.ldh-france.org/wp-content/uploads/2020/11/Nos-droits-en-manifestation-confinement-19.11.2020.pdf>